

FLN

Belkhadem accentue son isolement

L'ouverture de la session du comité central du Front de libération nationale, qui devait avoir lieu hier vendredi dans la matinée, n'a pu se faire. A l'heure où nous mettons sous presse, en début de soirée, le blocage était total en tout cas et pas le moindre compromis n'a pu se réaliser entre le secrétaire général, Abdelaziz Belkhadem, et ses contestataires. Il faut dire que tous les ingrédients confluait vers cette impasse avant même l'avènement de cette session.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir)- Mardi dernier, déjà, le groupe des sages composé de Abdelkader Hadjar, Ahmed Sbaa, Affane Guezzane Djillali, Mohamed Boukhalfa et Abderrezak Bouhara, s'était entendu avec Belkhadem au siège du parti à Hydra, sur «le contenu» de la session en question qui devait être entamée par un vote de confiance, pour ou contre le secrétaire général. Selon l'accord conclu entre les deux parties, les membres du comité central devaient voter, d'entrée, sur le mode d'élection pour cette opération, à savoir à main levée ou à bulletin secret. Mais quelle ne fut leur surprise lorsque, mercredi dernier, un communiqué du bureau politique écarte totalement ce point, lié au vote de confiance de l'ordre du jour de la session.

La réplique ne se fera pas attendre : dans un communiqué d'une extrême virulence, le groupe des cinq s'en prend vertement à Belkhadem, le qualifiant «d'indécrottable, de malhonnête» et «d'avoir trahi la parole donnée» et lui endosse l'entière responsabilité quant «aux conséquences graves de tels comportements choquants et indignes». Et, effectivement, le pire sera évité de justesse hier vendredi à l'hôtel Ryadh de Sidi-Fredj.

L'enceinte hôtelière étant en effet encadrée par des dizaines d'éléments d'un service d'ordre ramenés d'en ne sait où, des dérapages n'ont pas tardé à éclater. Des confrères journalistes seront malmenés, mais pas seulement. Un ministre en exercice, celui de la Formation professionnelle, Hadi Khaldi, et l'ancien ministre du Tourisme, Mohamed Seghir Kara, subiront le même sort à leur arrivée ensemble sur les lieux. Un peu plus tard, ce sera Belkhadem en personne qui trouvera un «comité d'accueil» des plus hostiles à son attente à l'entrée de l'hôtel ! Il sera même interdit d'accès à la salle qui devait abriter les travaux de la session, entièrement dominée par les membres contestataires du comité central. Alentours, palabres, injures, et quelques prises de bec entre partisans et opposants à Belkhadem complétaient le décor. Devant une telle situation, le groupe des cinq revient à la charge et s'enfermera avec Belkhadem pour une réunion de dernière chance et qui durera pendant plus de quatre heures. Selon des sources crédibles, les cinq, menés par l'ambassadeur d'Algérie à Tunis, auraient tout simplement demandé à Belkhadem de présenter sa démission pour désamorcer la crise. Ou, à défaut, de se soumettre à un vote de



Photo : Samir Sid

confiance à bulletin secret. Rien n'y fit et les deux parties se séparèrent comme elles se sont rencontrées : sur un parfait désaccord ! Hadjar, très furieux, quitte les lieux alors que Belkhadem préférera, lui, rejoindre son domicile pour ne revenir qu'en fin d'après-midi. Entre-temps, il aura tenté vainement de persuader le patron de la Gendarmerie nationale et le ministre de l'Intérieur d'intervenir. «Notre rôle consiste au seul maintien de l'ordre sur la place publique, en dehors de l'hôtel. A l'intérieur, ce sont des affaires internes au parti», aurait répondu Daho Ould Kablia, à en croire une source très bien informée. Le statu quo s'installa confortablement et rien n'indiquait, même après le retour de

Belkhadem à Sidi-Fredj, que la session allait s'ouvrir, en cette fin d'après-midi de vendredi.

Grosse bagarre et coup de théâtre !

Belkhadem surprendra tout le monde et convoquera les mouhafedh du parti pour une réunion d'urgence. Et alors que ce conclave s'éternisait, coup de théâtre aux alentours de 18h30 : une grosse bagarre éclata à l'intérieur de l'hôtel où il y aurait même eu usage de bombes lacrymogènes. Belkhadem quittera les lieux. Mais aussi Abdelkader Hadjar, Abdelaziz Ziari, et pratiquement tous les hauts responsables du parti. Que s'est-il passé ? Le porte-parole du FLN,

Kassa Aïssa, viendra vers les journalistes qui se trouvaient, huis clos oblige, à l'extérieur de l'hôtel, pour les informer que ... le comité central venait de renouveler sa confiance à Abdelaziz Belkhadem avec 223 voix favorables ! Un scénario rocambolesque qui ne manquera certainement pas d'enfoncer le parti majoritaire dans une crise sans précédent. Belkhadem pourra-t-il imposer ainsi durablement ce fait accompli ? Pas si sûr. Lui qui, en plus des désormais anciens contestataires, serait lâché par la majorité des ministres actuels du parti. A coup sûr, en tout cas, les événements vont s'accélérer, dès les prochaines heures, au sein du plus vieux parti...

K. A.

LA NOUVELLE APN MANQUANT

DE CRÉDIBILITÉ

La révision de la Constitution n'est pas une priorité, selon Hanoune

La révision de la Constitution, prévue durant les prochains mois, n'est pas une priorité pour la secrétaire générale du Parti des travailleurs, estimant que le processus constituant a été «différé». Selon Louisa Hanoune, qui a réuni, hier, à l'Institut national des études syndicales, à El-Achour, les membres de la commission des travailleurs, la mission de révision du texte fondamental ne peut être confiée à une Assemblée nationale qui, élue le 10 mai dernier lors d'un scrutin aux résultats «préfabriqués», manque de crédibilité, n'est pas représentative, et est dominée par «l'argent sale». Et c'est ce qui explique également la décision du PT de ne pas siéger dans les instances décisionnelles de ce Parlement, rappellera Louisa Hanoune lors d'un laïus de près de deux heures. Et cela dans un contexte, une situation, «des plus étranges», de «léthargie», d'«expectative» et d'«incertitudes», s'inquiète-t-elle, appelant le président de la République à réagir et estimant que les résultats obtenus par le FLN et la fraude pratiquée contredisent les engagements présidentiels.

Et d'autant que l'initiative politique que le leader du PT avait évoquée récemment, certes, poursuit d'être mûrie mais dépend, cependant, de davantage de lisibilité nationale. Et cela même si ce parti, qui fête le 22^e anniversaire de sa création, entend de poursuivre sa dynamique de construction interne ainsi que la coordination avec l'UGTA. Mais aussi dans le contexte où l'Algérie, en tant que nation, Etat, peuple et richesses, est menacée par des «processus de guerre totale sur tous les plans qui sont en train de s'exacerber», dira Louisa Hanoune.

Ainsi, elle prévient contre les pressions, les velléités externes d'entraîner notre pays dans la «poudrière» du Sahel et de la région arabe, au détriment de son indépendance et de son intégrité. L'occasion pour la secrétaire générale d'exprimer son soutien inconditionnel à l'Union générale des travailleurs tunisiens, confrontée aux dérives réactionnaires et salafistes qui «ont détourné le processus révolutionnaire» et à «des lendemains incertains».

Chérif Bennaceur

LEUR CONGRÈS PRÉVU AUJOURD'HUI N'AURA PAS LIEU

Camouflet pour les dissidents du FNA

Pour qui, parmi les dissidents du FNA, nourrit le projet d'avoir la tête du président du parti, il lui faudra, désormais, une recette autre que celles que les détracteurs de Moussa Touati ont vainement essayées, avec le récent camouflet subi par les derniers dissidents.

M. Kebci- Alger (Le Soir) - Et pour cause, la dernière tentative d'avoir raison de Touati semble connaître le même sort, triste sort que celui des précédents coups de force qui se sont avérés vains. En effet, le congrès extraordinaire que les nouveaux dissidents du parti escomptaient tenir ce samedi à l'effet de destituer Touati n'aura finalement pas lieu. Et toutes les déclarations empreintes de confiance et de sérénité que les chefs de file de cette dissidence n'ont cessé de faire depuis les dernières législatives n'ont été que des «paroles». Et c'est l'un de ces têtes de pont de la contestation, Ayache Khenchali en l'occurrence, qui le reconnaît implicitement en concédant péniblement, jeudi en fin de journée, que le congrès extraordinaire n'aura finalement pas lieu. Ceci non sans «envelopper» ce terrible coup du sort de

l'euphémisme «report» et à une échéance non déterminée. La raison ? C'est que, selon notre interlocuteur qui, soit dit en passant, a été élu sur la liste du parti à Batna, le 10 mai dernier, «le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales n'a pas voulu envenimer la situation du parti en ce sens, dira-t-il, qu'une action en justice a été intentée par trois autres dissidents, ceux qui ont vainement tenté d'organiser un similaire congrès de destitution de Touati à Boumerdès». Et de reprendre en soutenant qu'en tout état de cause, ce n'est que partie remise puisque, selon lui, et en attendant la tenue de ce congrès, une conférence nationale des cadres du parti est programmée. Un conclave dont la date n'est toujours pas fixée et qui aura, selon Khenchali, à faire le bilan de l'action du parti ces derniers temps, notamment les dernières législatives. Aussi, poursuivra notre interlocuteur, cette conférence verra l'installation de deux commissions, la première se chargera de préparer le congrès extraordinaire du parti alors que la seconde se penchera sur les comptes du parti. Notamment les fameuses «dîmes» imposées par la direction du parti aux candidats aux dernières législatives. Des cotisations dont le sort «inconnu» a,

d'ailleurs, été le détonateur de cette gronde au sein du FNA que beaucoup de cadres considèrent comme non réglementaires et revendiquent la restitution.

Mais pour le président du parti, la non-tenue de ce congrès extraordinaire prouve que «ces gens-là ne font que de l'agitation comme je l'ai toujours dit». Moussa Touati, loin de jubiler après ce camouflet subi par ses adversaires, se contentera d'affirmer que «ces personnes n'ont rien à voir avec le FNA pour en avoir démissionné et de leur propre gré ou pour en avoir été exclus». Et à notre interlocuteur de souligner que tous les documents y afférents, démissions et radiation, ont été récemment rajoutés au dossier du parti au niveau du département d'Ould Kablia. «Ils ne sont plus des nôtres et n'ont qu'à rejoindre le parti de leurs premières amours ou créer, s'ils en sont capables, leur propre parti», lâchera Touati pour qui «tout ce que ce beau monde a eu à entreprendre depuis les dernières législatives comme agitation dissimule mal des intérêts purement personnels répondant à un complot visant à faire implorer le FNA pour lui faire payer son refus de rentrer dans les rangs».

M. K.